

## D'IMPORTANTES CHANGEMENTS PRÉVUS PROCHAINEMENT

# Amar Saâdani remplacerait Bensalah au Sénat

**Abdelaziz Bouteflika prépare un grand chamboulement dans la haute hiérarchie institutionnelle. Selon une source sûre, il serait ainsi question, en premier lieu, d'un changement à la tête de la deuxième Chambre du Parlement, avec «la désignation» de l'actuel secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani qui remplacerait son homologue du Rassemblement national démocratique, Abdelkader Bensalah, à cette prestigieuse fonction de deuxième personnage de l'Etat.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Bensalah, qui serait également remplacé par Ahmed Ouyahia à la tête du RND, comme nous l'annoncions dans nos précédentes éditions, bénéficierait toutefois d'une «compensation» en se voyant confier un poste de ministre d'Etat auprès de la présidence, vraisemblablement comme celui qu'occupait Abdelaziz Belkhadem.

«Ce changement à la tête du Sénat est d'abord une nécessité. Il faut à tout prix éviter une crise politique majeure, en cas de vacance de pouvoir.

Or, Abdelkader Bensalah ne pourra jamais exercer la fonction de président de la République, même à titre intérimaire, en raison de sa nationalité algérienne acquise, et non pas d'origine comme le prévoit la Constitution», nous explique notre source. «Cela

obéit aussi à un souci d'équilibre entre le FLN et le RND. Actuellement, le parti majoritaire ne compte, en dehors du Président Bouteflika lui-même, qu'un seul haut responsable qu'est le président de l'Assemblée populaire nationale, Larbi Ould Khelifa. Tandis que le RND compte, lui, le président du Sénat et le directeur de cabinet de la présidence».

Et si le choix de Amar Saâdani semble bien surprendre, notre source ne manquera pas de rappeler que ce dernier «a bel et bien été président de l'APN jusqu'en 2007».

Après une traversée du désert, depuis, il aura aussi effectué un spectaculaire retour sur le devant de la scène à la veille du «quatrième mandant» à la réalisation duquel il prendra une part très active.



Amar Saâdani.

Saâdani avait en effet été imposé à la tête du FLN, le 29 août 2013 malgré une très forte opposition interne au parti et en dépit des textes propres au FLN mais aussi à la loi sur les partis. Depuis cette date, Saâdani joue un rôle politique de premier plan, se permettant même de s'attaquer frontalement au Premier ministre Abdelmalek Sellal et même au parton du DRS, ce qu'aucun autre responsable politique affilié au pouvoir ne s'était

jamais permis jusque-là. A l'exception, bien sûr, de certaines «piques» épisodiques de ... Bouteflika. Le rôle de Saâdani, dans le nouveau dispositif du règne de Bouteflika, n'avait d'ailleurs pas tardé à éclater au grand jour après ce surprenant épisode : non seulement il ne sera jamais inquiété, mais il sera désigné dans le fameux directoire de campagne du Président-candidat, aux côtés des Sellal, Ouyahia, Bensalah, Belkhadem,

Benyounès, Ghoul et Bessaïeh. Mieux, aucune grande décision politique n'a été prise, depuis l'automne 2013, sans qu'elle ne soit annoncée au préalable par l'actuel secrétaire général du FLN. Le remaniement ministériel ? Effectivement, Saâdani l'avait annoncé. Certes, il n'avait pas eu lieu mais c'était parce que Bouteflika l'avait tout simplement reporté après l'avoir «finalisé».

La brutale crise pétrolière de début janvier avait en effet chamboulé tout l'agenda présidentiel. «Les priorités changent. Désormais, le Président met le cap sur son projet phare, la révision de la Constitution.

En plus de la gestion en cours de la crise économique, c'est cette révision qui constitue sa priorité absolue et il compte bien en finir d'ici le mois d'avril, au plus tard», nous confie encore notre source. «Tout suivra juste après cette révision, à savoir le changement à la tête du Sénat, un grand remaniement du gouvernement Sellal ainsi que d'importants changements dans la haute hiérarchie militaire.» C'est dire que l'après-17 avril n'a pas encore commencé!

K. A.

## LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION POSE SES CONDITIONS

# Les syndicats maintiennent la grève

**La ministre de l'Education pose ses conditions pour la réouverture du dossier du statut particulier. Pour satisfaire cette revendication des syndicats, Benghebrit exige de la sérénité et l'acceptation d'un agenda qui s'étalera sur au moins les cinq années à venir. La coordination des syndicats du secteur campe sur ses positions. La grève prévue mardi et mercredi prochain aura bel et bien lieu.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le ministère de l'Education dit oui à la principale revendication des syndicats mais pas sans conditions. Nouria Benghebrit assurait, hier matin, qu'il lui était impossible de rouvrir le statut des personnels de l'éducation sous la menace du débrayage. En clair, les syndicats

sont appelés à abandonner le recours à la grève pour ensuite s'asseoir autour d'une table et faire leurs propositions au sujet du statut particulier. La réponse des syndicats ne s'est pas fait attendre : ils maintiennent le débrayage prévu mardi et mercredi prochains. Ils affirment n'avoir pas été convain-

cus par les propos de la ministre de l'Education, notamment en ce qui concerne la satisfaction de revendications urgentes comme l'intégration des enseignants, l'effet rétroactif des promotions aussi bien pour les enseignants que pour les intendants. Hier matin, la ministre de l'Education affirmait pourtant que l'ouverture du statut particulier «s'impose» mais certainement pas dans l'urgence. L'objectif, dit-elle, est d'éviter de répéter ce qui s'était passé en 2008 puis en 2010. La rédaction initiale puis la réouverture de ce statut sous la pression de la grève de 2010 a donné naissance à des inégalités. Ces erreurs du passé, dit-elle, doivent absolument être évitées pour rédiger enfin un statut qui puisse être en vigueur au moins pour une quinzaine d'années. Une fois le climat social détendu, les syndicats seront appelés à faire part de leurs revendications avant que les spécialistes ne lui donnent une existence juridique. S'adressant aux syndicats de son secteur, la ministre de l'Education a réitéré son intention de travailler à la satisfaction de leurs revendications. Elle évoque un processus en cours empreint de «sincérité», réfutant les accusations des syndicats qui affirment, dans de nombreuses déclarations, que le ministère de l'Education gagnait du temps. «Honteux», rétorque Benghebrit qui dit ne pas du tout être dans cette logique et être animée par une seule volonté, celle de ne faire perdre aux élèves aucun jour de classe. Depuis son arrivée à la tête du secteur de l'éducation, affirme-t-elle, pas moins de 500 heures ont été consacrées au dialogue avec les partenaires sociaux pour connaître les problèmes d'un secteur qui



Nouria Benghebrit.

souffre depuis dix ans d'instabilité chronique. Si la multiplication des syndicats est un facteur de démocratie, il est nécessaire aujourd'hui, affirme Benghebrit, de se mettre d'accord sur une position favorable

aux élèves, notamment avec l'adoption de la charte proposée par la ministre à son arrivée à la tête du secteur qui nécessite, dit-elle, des rapports de confiance.

N. I.

## BAC

### Recul sur le recours à la fiche de synthèse

Pas d'utilisation de la fiche de synthèse pour l'orientation des nouveaux bacheliers. Le ministère de l'Education fait marche arrière en raison des appréhensions des élèves et du manque d'information à ce sujet. Benghebrit avoue avoir reculé pour éviter de «créer des problèmes supplémentaires» au sujet d'une disposition qui aurait, selon elle, supposé davantage d'explications.

N. I.

## ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

### DANS LE SUD

### Les dérogations toujours en vigueur

Cette année encore, de nombreux élèves du Sud et des Hauts-Plateaux seront dispensés de l'épreuve de français lors des examens nationaux. C'est avec «regret», affirme Benghebrit, que cette mesure sera, une fois encore, reconduite en attendant que l'ensemble des structures scolaires dans ces régions soient dotées d'enseignants. Très souvent, affirme la ministre de l'Education, l'absence de l'enseignement des langues est due à des pratiques peu éthiques qui voient des enseignants accepter des postes de travail pour ensuite présenter des certificats de maladie à longueur d'année.

N. I.

## RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

### Petits changements pour la rentrée 2016-2017

Pas de changements majeurs pour la prochaine rentrée scolaire. Le ministère de l'Education poursuit la réflexion autour des correctifs à apporter aux programmes. Ce n'est qu'à la rentrée 2016- 2017 que les premières mesures concrètes seront mises en application. Elles concerneront notamment les élèves de première et de deuxième année du cycle primaire et moyen. De nouveaux manuels seront mis à leur disposition. L'ONPS lancera, dès ce mois de mars, les avis d'appel d'offres pour l'impression de ces manuels. Quatre axes de réflexion seront prioritaires : traiter les dysfonctionnements dans les programmes, réviser le statut particulier, professionnaliser la formation, accélérer la réalisation des structures et numériser le secteur. A terme, le secteur veut arriver à concrétiser les 32 heures de cours dès la prochaine rentrée qui se fera le 25 août pour l'administration, le 1<sup>er</sup> septembre pour les enseignants et enfin le 6 septembre pour les élèves. Le ministère de l'Education espère également généraliser le préscolaire à l'horizon 2018.

N. I.